



**DÉCISION DE MARRAKECH ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE:
CONTRIBUTION DE L'INSTITUT INTERAMÉRICAIN DE
COOPÉRATION POUR L'AGRICULTURE (IICA)**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'IICA

La communication ci-après, datée du 9 octobre 2017, est distribuée à la demande de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).

Le présent document vise à informer les pays Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de quelques-unes des activités de coopération technique menées par l'IICA en 2017¹ pour aider les pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'un des objectifs du Plan à moyen terme (PMP) 2014-2018 de l'IICA est d'accroître la contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire et, de ce fait, l'Institut coopère avec ses États membres pour l'élaboration de politiques, de stratégies et de cadres institutionnels à cette fin, en particulier pour accroître les apports de l'agriculture familiale.

L'IICA délivre sa coopération technique au moyen de divers instruments, comme des programmes et des projets financés grâce à des ressources externes, un fonds de coopération technique (FonCT), des interventions précoces, des programmes de coopération pour la recherche et l'innovation (PROCI), un programme en matière de santé agricole et de sécurité sanitaire des produits alimentaires et quatre projets phares. Ces derniers portent sur quatre domaines principaux:

- a. la compétitivité et la durabilité des filières agricoles pour la sécurité alimentaire et le développement économique;
- b. l'inclusion dans l'agriculture et dans les zones rurales;
- c. la résilience et la gestion intégrée des risques dans l'agriculture; et
- d. la productivité et la durabilité de l'agriculture familiale pour la sécurité alimentaire et l'économie rurale.

Ces instruments de coopération technique et les alliances établies avec des entités nationales et internationales dans ses pays membres permettent à l'IICA de contribuer à la sécurité alimentaire² des Amériques, en prenant en considération les quatre aspects définis par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): disponibilité alimentaire; accès, utilisation biologique et stabilité.

¹ La période 2017 va de juin 2016 à juin 2017.

² IICA (Institut interaméricain de coopération technique pour l'agriculture, Costa Rica). 2009. La seguridad alimentaria para el IICA. San José, Costa Rica. Page consultée le 29 août 2017. Disponible à l'adresse suivante:

http://legacy.iica.int/esp/programas/seguridadalimentaria/Documents/SeguridadAlimentarias_Quees_Esp.pdf.

1 ACTIONS INTERNATIONALES DE L'IICA

1.1. Au cours de la période 2016-2017, l'IICA a mené des actions dans les quatre domaines de la sécurité alimentaire pour soutenir différents pays et régions:

1.1 Accès aux produits alimentaires³

- a. **Région des Caraïbes:** Promotion des agro-industries: *Évaluation des mécanismes de promotion des entreprises et recommandations pour réduire les effets limitatifs de la politique commerciale et des services de transport.* Ce résultat a été obtenu dans le cadre du [Programme de politique agricole \(APP\), dirigé par l'IICA et portant principalement sur les pays des Caraïbes](#), financé par l'Union européenne (UE).

Une étude sur le commerce intrarégional de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), indique que les importations ont baissé de plus de 4 milliards de dollars EU, ce qui va dans le sens de la suspension du tarif extérieur commun. L'étude identifie les obstacles non tarifaires qui existent, tant dans le cadre régional que spécifiquement dans les pays, pour chaque produit affecté, et fournit des recommandations pour réduire ou éliminer ces obstacles. De même, elle indique quelques-uns des défis à relever dans le transport des produits frais et présente des options pour le développement de trois couloirs agricoles régionaux pouvant améliorer le commerce intrarégional de divers produits: tubercules, blé, bière, poisson et ses dérivés, fruits légers, aliments pour animaux, riz, sucre, épices et condiments, entre autres.

- b. **Contribution à l'augmentation des revenus et accès aux marchés.** Au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Guatemala, au Honduras, au Mexique et au Suriname, 96 projets économiques ou plans commerciaux ont été établis sur la base des méthodes AT-SIAL, LINK/CIAT et CANVAS, en vue de donner suite aux initiatives et aux demandes relatives à la production de plus de 1 400 petits agriculteurs marginalisés (femmes, jeunes, populations autochtones et personnes d'ascendance africaine) dans divers domaines comme la diversification de la production, la sécurité alimentaire, l'écotourisme, l'élevage, la culture de cacao, de café, les légumes, les végétaux, les tubercules, la noix de coco et les plantes médicinales, entre autres.
- c. **Participation à des événements concernant la santé animale et la sécurité sanitaire des produits alimentaires pour l'accès aux marchés.** Environ 500 représentants d'organismes gouvernementaux et d'entreprises de plus de 20 pays ont renforcé leurs capacités en matière d'accès aux marchés en participant à plusieurs activités, dont le septième Séminaire international sur les bonnes pratiques agricoles dans la région du MERCOSUR, le deuxième Séminaire national sur les bonnes pratiques agricoles en Argentine, la Conférence de la Commission régionale de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) pour les Amériques, la réunion du Groupe de travail sur la mouche des fruits de l'hémisphère occidental et la réunion annuelle de l'Organisation nord-américaine pour la protection des plantes (NAPPO). De plus, l'IICA a participé à la réunion régionale des représentants de six pays membres du Comité vétérinaire permanent (CVP) du Cône Sud, à la réunion du Comité chargé du renforcement des capacités (CDC) de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et à la réunion du Comité de coordination FAO/OMS pour l'Amérique latine et les Caraïbes.
- d. **Modernisation des systèmes d'information sur les marchés.** [L'Organisation pour l'échange de renseignements sur les marchés des Amériques \(OIMA\)](#), qui compte 33 pays membres, a favorisé la mise en place d'un nouveau cursus d'information et

³ Accès aux produits alimentaires: Accès des personnes aux ressources adéquates (ressources auxquelles elles ont droit) leur permettant d'acquérir une nourriture adéquate et nutritive. Ces droits sont définis comme l'ensemble des groupes de produits auxquels une personne est susceptible d'accéder en vertu du contexte juridique, politique, économique et social de la communauté dans laquelle elle vit (y compris certains droits traditionnels tels que l'accès aux ressources communes). Voir FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Italie), 2015. Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire. Rome, Italie. Page consultée le 29 août 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-al936f.pdf>.

d'analyse concernant les marchés agricoles avec les universités du Brésil, du Costa Rica, du Honduras et de la Trinité-et-Tobago, et l'élaboration d'un catalogue de 39 produits présentant un intérêt commercial important pour l'Amérique centrale comme le maïs, la pomme de terre, le melon, l'oignon et l'ananas. De même, la [plate-forme SIMA-AMIS](#)⁴ a été développée pour l'administration d'une base de données sur les prix (informatique en nuage), à l'utilisation de laquelle 150 personnes de 11 pays ont été formés. Ainsi, des fonctionnaires de diverses entités gouvernementales d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, de la Barbade, du Belize, du Costa Rica, de la Dominique, de la Grenade, de la République dominicaine, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Saint-Vincent-et-les Grenadines et de Sainte-Lucie ont pu mettre les prix à la disposition du public.

- e. **Renforcement des capacités technologiques pour des chaînes compétitives.** Environ 1 900 acteurs de diverses chaînes agricoles de 7 pays ont reçu une formation sur les options technologiques pour la gestion du lait, l'après-récolte des fruits, la culture des patates douces, la lutte contre les parasites et les maladies, les évaluations économiques et les évaluations des risques, la gestion du cadmium et l'empreinte carbone, entre autres. Les chaînes agricoles qui en ont bénéficié étaient la chaîne du café et celle du cacao au Panama, la chaîne ovine au Paraguay, la chaîne fruitière en El Salvador, la chaîne caprine et laitière à la Trinité-et-Tobago, la chaîne avicole au Venezuela, la chaîne horticole en Argentine et celle de la patate douce en Jamaïque.
- f. **Certification du commerce équitable.** Au Costa Rica, au Nicaragua et au Panama, les capacités ont été renforcées en ce qui concerne la commercialisation, la création de groupements, le leadership, la planification stratégique, la création de valeur ajoutée, la formulation de projets et de normes de commerce équitable pour 500 petits producteurs associés à 47 organisations professionnelles certifiées ou sur le point de l'être. Sur ces entreprises, 25 exportent déjà leurs produits (ananas, café, cacao, etc.) vers les marchés suivants: États-Unis, Canada, Espagne, France, Belgique, Hollande, Allemagne, Suisse, Israël, République de Corée, Japon, Nouvelle-Zélande, Angleterre, Irlande, Écosse et pays de Galles.
- g. **Promotion des entreprises agroalimentaires.** L'IICA a consolidé la [Plate-forme de promotion, de gestion des connaissances et d'études prospectives pour les agro-industries d'Amérique du Sud \(Réseau AgroSur\)](#), qui permet à neuf pays des régions des Andes et du sud de communiquer des renseignements, d'échanger des données techniques et des connaissances pour le développement des agro-industries de la région, et de promouvoir l'accroissement et la diversification des échanges commerciaux de produits à valeur ajoutée croissante, en veillant à la durabilité économique, sociale et environnementale des agro-industries.
- h. **Identification des défis pour le commerce avec les États-Unis.** Près de 80 acteurs publics et privés de 50 entités des chaînes de la banane (El Salvador), du manioc (République dominicaine) et du café (Pérou) ont identifié les défis qu'ils devaient relever pour renforcer le commerce avec les États-Unis, grâce à leur participation aux activités de formation menées par l'IICA dans le cadre d'un projet intitulé "Renforcement des échanges bilatéraux entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine avec lesquels les États-Unis ont établi des accords de libre-échange", financé par le Service des relations agricoles avec l'étranger (FAS) du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA).

1.2 Disponibilité des produits alimentaires⁵

- a. **Amérique centrale: options diversifiées pour l'alimentation.** Certains progrès ont été obtenus dans la chaîne du manioc: au Guatemala, la variété ICTA Izabal 890 a été

⁴ La plate-forme sur laquelle les fonctionnaires des ministères de l'agriculture ou chargés des statistiques de divers pays alimentent les données relatives aux prix est accessible à l'adresse suivante: <http://www.sima-amis.com>.

⁵ Disponibilité alimentaire: la disponibilité d'aliments en quantité suffisante et d'une qualité appropriée, dont l'approvisionnement est assuré par la production nationale ou les importations (y compris l'aide alimentaire). Voir FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Italie), 2015. Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire. Rome, Italie. Page consultée le 29 août 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-al936f.pdf>.

plantée sur 890 parcelles et, au Costa Rica, 13 technologies ont été créées (dans des domaines comme l'amélioration de la durée de vie, la nutrition et la disponibilité des récoltes, entre autres) et 35 nouveaux génotypes ont été établis. Par ailleurs, dans le cadre du [Programme régional de recherche et d'innovation pour les chaînes de valeur ajoutée \(PRIICA\)](#), financé par l'Union européenne, les connaissances des membres de 24 consortiums locaux de manioc, de pomme de terre, d'avocat et de tomate ont été consolidées en ce qui concerne les nouvelles manières de préparer et d'utiliser les cultures grâce aux résultats de recherches mis à leur disposition et à leur participation à des activités de formation et à des foires. Ce programme a aussi favorisé la mise à disposition, par les instituts de recherche d'Amérique Centrale, de matériel génétique pour le manioc, les pommes de terre, les avocats et les tomates pour 5 314 bénéficiaires.

- b. **Plus grande solidité des systèmes de production.** On a noté une amélioration des connaissances de 50 exploitations familiales, techniciens et organismes du Brésil, de la Colombie, de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Paraguay et du Pérou pour la mise en œuvre de stratégies de politiques publiques destinées à promouvoir le développement rural et l'agriculture familiale et en ce qui concerne les pratiques novatrices pour améliorer la gestion de leurs systèmes de production, la disponibilité des produits alimentaires et la commercialisation de leurs produits. À Saint-Vincent-et-les Grenadines, à la Jamaïque, en Haïti et au Guyana, la dynamique et les stratégies de production de l'agriculture familiale ont été mises en avant.
- c. **Promotion de l'innovation.** Dans le cadre du Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire ([Réseau Innovagro](#)), qui rassemble 82 institutions publiques et privées de 16 pays d'Amérique latine et d'Europe, 3 processus d'innovation technologique ont été mis en œuvre:
 - i. une méthode pour la lutte biologique contre la mouche de l'olive en Espagne;
 - ii. un adjuvant aqueux à base de nanoparticules de dernière génération pour les vaccins des animaux de rente en Argentine et;
 - iii. une application informatique pour définir les besoins concernant la fertilisation des cultures de riz en Uruguay. Des séminaires, vidéoconférences et ateliers ont été organisés, qui ont permis de renforcer les capacités de 3 500 personnes.
- d. **Analyse et efficacité dans les chaînes agricoles.** On a mis à jour la "Méthode d'évaluation des chaînes agroalimentaires pour l'identification des problèmes et des projets" (MECA), avec le soutien de ses auteurs initiaux et de la Postharvest Education Foundation. Cette méthode, qui permet d'identifier les faiblesses dans les filières, qui entraînent la perte de denrées alimentaires, et de trouver des solutions, a été appliquée au Pérou dans la chaîne du maïs jaune dur, avec le soutien du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation (MINAGRI), de la Coopérative agricole de Norte Chico (COOPANORTE) et du Centre œcuménique de promotion et d'action sociale (CEDEPAS Nord). Elle a également été appliquée en Uruguay, dans la chaîne de la laitue, avec la collaboration du Mercado Modelo et de la Direction générale des exploitations agricoles (DIGEGRA) du Ministère de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche (MGAP).
- e. **Programmes coopératifs de recherche et d'innovation pour la compétitivité de l'agriculture familiale.** L'IICA a soutenu des projets de coopération mis en œuvre dans des pays et des sous-régions à travers différents programmes régionaux communs. Ainsi, le Programme de coopération pour le développement technologique de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie du Cône Sud (PROCISUR), le Programme de coopération pour la recherche, le développement et l'innovation agricole pour les régions tropicales d'Amérique du Sud (PROCITROPICOS) et le Programme de coopération pour la recherche et la technologie agricole pour la région du Nord (PROCINORTE) œuvrent dans le domaine de la recherche, des politiques publiques et l'échange et la gestion des connaissances sur divers sujets, comme les modèles de commercialisation, les ressources génétiques, la santé animale et la préservation des végétaux, ce qui contribue principalement à la disponibilité et à l'utilisation biologique de la nourriture.

Dans le cadre du PROCITRÓPICOS, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela ont partagé près de 50 protocoles pour caractériser les ressources génétiques stratégiques pour la sécurité alimentaire face aux effets du changement climatique. Pour sa part, le groupe de PROCINORTE qui se consacre spécifiquement aux ressources génétiques a mené à bien l'atelier "Conservation et développement ancestral/indigène des ressources génétiques: Défis, outils et perspectives", qui était axé principalement sur le maïs, les courgettes et les haricots. Ce programme a aussi permis de former des scientifiques mexicains à l'utilisation du Réseau d'information sur les ressources génétiques animales (GRIN).

- f. **Surveillance et évaluation des politiques agricoles.** Plus de 95 responsables et experts techniques des unités de politique agricole de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay ont consolidé leurs connaissances sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience pour le suivi, la surveillance et l'évaluation des politiques relatives à l'agriculture, grâce à un travail conjoint avec des établissements partenaires du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie et du Mexique.

1.3 Stabilité de l'accès aux produits alimentaires⁶

- a. **États des Caraïbes: Accès aux nouvelles technologies et transfert de celles-ci aux petits producteurs, en particulier les jeunes et les femmes.** *Présentation de techniques mécanisées pour l'amélioration de la production et la productivité des exploitations agricoles et des agroentreprises.* En Antigua-et-Barbuda, en Dominique, en Grenade, en Jamaïque, à Saint-Kitts-et-Nevis, à Sainte-Lucie et en Trinité-et-Tobago, 200 producteurs ont bénéficié d'exposés pratiques et visuels qui leur ont permis de s'informer sur les impacts directs des tracteurs dans la préparation de la terre et la productivité concernant les racines et les tubercules. Près de 30% des bénéficiaires étaient des femmes et, dans certains pays (en Dominique, par exemple) des élèves des classes secondaires ont participé. Cette activité a été réalisée sous la direction de l'Institut de recherche et développement agricole des Caraïbes (CARDI), dans le cadre du Programme de politique agricole (APP), principalement axé sur les pays des Caraïbes et financé par l'UE.
- b. **Accent sur les sols dégradés aux Caraïbes.** L'IICA a validé un module de formation régionale sur la gestion des sols dégradés, qui a réuni 40 techniciens vulgarisateurs d'Antigua-et-Barbuda, du Guyana, d'Haïti, de la Jamaïque et du Suriname. De plus, des forums virtuels ont rassemblé 1 383 participants, et divers cours ont été donnés par des experts en gestion du sol et en utilisation efficiente de l'eau, qui ont permis de renforcer les capacités de 575 participants dans ces domaines.
- c. **Capacités de gestion des ressources naturelles des exploitations familiales.** Au Guatemala, au Paraguay et au Pérou, l'IICA a favorisé la formulation et la mise en œuvre de stratégies et de plans pour la gestion de systèmes de production durable de l'agriculture familiale. Par ailleurs, en Bolivie et au Venezuela, les capacités techniques pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion de l'eau et d'irrigation ont été renforcées. Ces deux actions ont permis d'améliorer la gestion des ressources naturelles et de la production, d'assurer une bonne alimentation et de réduire les niveaux de malnutrition dans ces pays.
- d. **Sauvegarde des savoirs locaux.** En Bolivie, en Équateur, au Guatemala, au Nicaragua, au Paraguay et au Venezuela, il a été possible de recenser les savoirs liés à l'agriculture familiale, grâce à l'identification systématique des savoirs locaux et des pratiques anciennes qui permettent d'améliorer l'exploitation des espèces et des

⁶ Stabilité: Pour parvenir à la sécurité alimentaire, une population, un ménage ou une personne doit avoir un accès permanent à une nourriture adéquate. Cet accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains (par exemple une crise économique ou climatique) ou par des événements cycliques (par exemple une insécurité alimentaire saisonnière). Le concept de stabilité peut donc concerner à la fois la disponibilité et l'aspect lié à l'accès à la sécurité alimentaire. Voir FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Italie), 2015. Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire. Rome, Italie. Page consultée le 29 août 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-al936f.pdf>.

ressources génétiques autochtones ayant un potentiel alimentaire. À relever également, le partage d'expériences entre 250 agriculteurs et techniciens sur les savoirs locaux concernant la culture de quinoa et de canihua, qui a permis de revaloriser l'utilisation de ces produits dans les systèmes de production nationale.

- e. **Diffusion de systèmes agricoles intelligents du point de vue du climat.** Cette action a été mise en œuvre au moyen de divers événements qui ont rassemblé près de 350 participants des secteurs public et privé, notamment le Caribbean Climate Smart Agriculture Forum, qui s'est affirmé comme espace d'échange national et régional de connaissances sur l'agriculture intelligente du point de vue du climat dans les États des Caraïbes orientales. Par ailleurs, aux Bahamas et en Dominique, des ateliers ont été organisés, visant à améliorer l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, un thème qui a également été abordé en Argentine, au Chili et au Paraguay. De plus, dans plusieurs pays, il a été procédé à des inventaires des politiques et des mesures relatives au changement climatique et à l'agriculture.

1.4 Utilisation biologique des aliments⁷

- a. **Harmonisation des contrôles concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires en Amérique centrale.** L'École régionale virtuelle pour l'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine a dispensé plusieurs cours sur l'inspection des produits alimentaires et les contrôles dans ce domaine, dont 479 inspecteurs sont sortis diplômés. Cela a permis de consolider un réseau d'experts dans ce domaine.
- b. **Renforcement des mesures sanitaires aux Caraïbes.** Un ensemble d'efforts institutionnels, associé à des actions menées avec des entités partenaires, comme l'Union européenne, a permis de renforcer les capacités de la région des Caraïbes en matière de préservation des végétaux, principalement en ce qui concerne la virologie des végétaux, la communication, le diagnostic relatif aux parasites et la quarantaine. La validation d'une loi type sur la préservation des végétaux, la protection de la santé animale et la sécurité sanitaire des produits alimentaires par les pays du Forum des Caraïbes (CARIFORUM) a constitué la base pour élaborer un cadre législatif harmonisé, créer des mécanismes régionaux de coordination et augmenter de 60% la participation des pays à des réunions internationales sur la santé animale et la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Par ailleurs, 1 350 acteurs publics et privés ont bénéficié d'une formation sur les prescriptions sanitaires et phytosanitaires, ce qui a permis d'améliorer les systèmes de sécurité sanitaire de plus de 25 entreprises privées.
- c. **Renforcement des capacités des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur des questions liées au Codex Alimentarius.** La participation de représentants de 19 pays à 9 réunions du Comité du Codex, l'organisation d'événements conjoints par les comités de coordination du *Codex Alimentarius* pour l'Amérique Latine et des Caraïbes (CCLAC) et pour l'Afrique (CCAfrica) et la mise en œuvre de 5 projets de jumelage, entre autres, ont bénéficié à plus de 1 000 personnes et ont permis de renforcer les capacités des institutions d'Amérique latine et des Caraïbes.
- d. **Respect de la réglementation internationale.** L'IICA a collaboré à la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles qui facilitent le respect par les pays de la région de la Loi sur la modernisation des règles pour la sécurité sanitaire des produits (FSMA) des États-Unis, à la sensibilisation des acteurs publics et privés à cette loi et à la certification de 45 professionnels de la sécurité sanitaire des produits alimentaires en Antigua-et-Barbuda, en Barbade, en Grenade, en Jamaïque, à Sainte-Lucie et en Trinité-et-Tobago, en tant qu'instructeurs principaux.

⁷ L'utilisation biologique des aliments correspond à la consommation de nourriture dans le cadre d'un régime adéquat et de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins de santé, de façon à atteindre un état de bien-être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques. Cette notion fait ressortir le comportement des consommateurs et l'importance des facteurs non alimentaires dans la sécurité alimentaire. Voir FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Italie), 2015. Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire. Rome, Italie. Page consultée le 29 août 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-al936f.pdf>.

- e. **Bonnes pratiques dans la production de poulet aux Caraïbes.** Les membres de 100 groupes des secteurs public et privé de la Barbade, du Belize, du Guyana, de la Jamaïque, de la République dominicaine, du Suriname et de la Trinité-et-Tobago ont été formés aux bonnes pratiques agricoles. En outre, une étude a été réalisée pour établir les guides des bonnes pratiques avicoles.

2 ACTIVITÉS DANS CERTAINS PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

2.1. On trouvera ci-après des renseignements sur quelques-unes des principales activités menées par l'IICA et ses représentations pour aider ses États membres, classées selon les quatre domaines de la sécurité alimentaire:

2.1 Disponibilité des produits alimentaires

- a. **Bolivie:** *Des producteurs de quinoa mieux informés.* Le Ministère du développement rural et des terres de Bolivie dispose d'un système d'information et de communication sur différents aspects de la production, la commercialisation, la distribution et la consommation de quinoa, dont l'objectif est d'améliorer la situation des acteurs impliqués dans cette production, principalement les plus vulnérables.
- b. **Guatemala:** *Gestion et gouvernance de la chaîne du cacao.* En coordination avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, le Plan stratégique de la chaîne agroalimentaire du cacao du Guatemala (PEAC) a été validé et diffusé; près de 150 personnes y ont participé, notamment des acteurs directs de cette chaîne, les autorités gouvernementales et des représentants du secteur universitaire et des organismes de coopération internationale. Une étude a été réalisée pour l'élaboration d'un modèle de gestion de la stratégie nationale du cacao. De plus, les capacités de 24 acteurs ont été renforcées en ce qui concerne la réglementation institutionnelle, les mécanismes de gouvernance des chaînes, la gestion et la conception de projets et l'élaboration de programmes d'investissement.
- c. **Mexique:** L'IICA a aidé le Service national de la santé, de la sécurité et de la qualité des produits agroalimentaires (SENASICA) à conserver le statut phytosanitaire de pays exempt de la mouche de Méditerranée. Il a contribué, avec ce service, à renforcer l'activité hortifruticole de manière durable, à créer des emplois et à favoriser l'accès aux marchés internationaux, ce qui représente pour le pays des bénéfices économiques directs d'environ 60 000 millions de dollars EU (39% provenant des exportations et 61% des échanges commerciaux sur le marché national).
- d. **Panama:** *Contributions au renforcement de l'innovation.* Afin de préserver la sécurité alimentaire, l'IICA a mis à la disposition du Secrétariat national de la science, de l'innovation et de la technologie (SENACYT) une étude de faisabilité pour la création du Laboratoire de recherche et de formation sur les nouvelles méthodes d'agriculture en milieu contrôlé avec un accent sur l'agriculture verticale protégée. Il continuera d'apporter son soutien pour la création du cadre juridique et l'élaboration de plans de promotion, entre autres mesures nécessaires, pour la mise en activité de ce laboratoire.
- e. **Dominique:** *Meilleure gestion des racines.* En collaboration avec le CARDI, le Réseau des agriculteurs des Caraïbes (CAFAN), le Bureau des normes de la Dominique (DBOS) et l'Agence d'exportation et d'importation de la Dominique (DEXIA), 25 producteurs, conditionneurs et exportateurs ont reçu une formation sur la gestion de l'après-récolte, de la traçabilité et de l'amélioration de la qualité des racines.
- f. **Honduras:** *Définition du potentiel de l'avocat.* Dans le cadre du PRIICA, un inventaire des zones de culture et un manuel de certification des pépinières ont été mis à la disposition de 195 acteurs de la chaîne de l'avocat. Cela permettra de connaître le potentiel productif et économique de cette culture, d'assurer la production de plantes de qualité et d'augmenter la productivité et le rendement des plantations.
- g. **Haïti:** *Une source de protéines pour les familles à bas revenus.* Avec l'aide des religieuses de Caritas et de l'IICA, à Arreguy, un projet d'exploitations avicoles s'est

développé, avec l'ajout de 500 poules. Outre le fait qu'il permet à des enfants, à des personnes âgées et à des agriculteurs à bas revenus d'avoir une meilleure alimentation à bas coût, ce projet favorise l'administration des exploitations par les femmes de la zone et contribue à ce que les familles génèrent des revenus extraordinaires grâce à la vente d'œufs à des communautés voisines.

- h. **Grenade:** *Réduction des pertes dans la chaîne de la banane et réhabilitation de l'industrie de la noix de coco.* En collaboration avec l'Office national de commercialisation et d'importation de la Grenade, 20 producteurs et vulgarisateurs ont reçu une formation sur les techniques permettant d'améliorer la qualité des bananes et de réduire les pertes pendant la récolte, la sélection, le traitement et l'emballage. De plus, la collaboration a permis que le Ministère de l'agriculture reçoive 2 000 plants de noix de coco résistants à la rouille jaune, 16 techniciens ont été formés à la gestion adéquate des pépinières pour ces plants et aux processus agronomiques, et un protocole a été élaboré et adopté pour le transport, le durcissement en pépinière et la distribution de cultivars résistants.

2.2 Accès aux produits alimentaires

- a. **Argentine:** *Innovations institutionnelles à l'appui de la gestion des processus commerciaux de l'agriculture familiale et lien avec les marchés.* Grâce à ce projet, mis en œuvre en Argentine, au Chili et au Pérou, les capacités de 377 techniciens, vulgarisateurs et agents locaux de développement ont été renforcées pour l'application des connaissances et des outils dans le domaine de l'innovation commerciale pour l'agriculture familiale. Environ 490 producteurs ont bénéficié de diagnostics, conceptualisations, méthodes, propositions d'approche, profils et programmes de formation inédits, manuels et matériels didactiques, entre autres. Ces ressources, d'une grande importance pour les trois pays participants, enrichissent l'offre d'instruments spécialisés de l'IICA à fort potentiel pour une utilisation dans d'autres pays et organisations de coopération technique. Le soutien des techniciens des institutions⁸ participantes permet de renforcer les processus commerciaux des producteurs avec lesquels ils travaillent.
- b. **Paraguay:** *Label de l'agriculture familiale.* Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage a adopté un processus commercial novateur basé sur la conception d'un label pour l'agriculture familiale, pour laquelle il a reçu l'appui de l'IICA. Ce label permet de distinguer les produits de l'agriculture familiale comme la carotte, et contribue à favoriser une meilleure intégration de ceux-ci sur les marchés. Dans le cadre de cette initiative, 142 producteurs de 4 coopératives et associations de producteurs du district de Tomás Romero Pereira produisent, trient et commercialisent des carottes avec l'appui des directions de la commercialisation et de la vulgarisation dans le domaine agricole du Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAG) et du Service national de qualité et préservation des végétaux et des semences (SENAVE). Une bonne partie de leur production est vendue directement aux supermarchés d'Asunción grâce aux démarches de la Direction de la commercialisation auprès de l'Association paraguayenne des supermarchés (CAPASU).
- c. **Saint-Kitts-et-Nevis:** *Réduction de la dégradation des aliments.* L'IICA a apporté sa collaboration pour que 31 représentants de l'agro-industrie, professeurs et agriculteurs soient formés en matière de gestion des aliments, de santé et de sécurité sanitaire, de valeur ajoutée et de durabilité des entreprises, ce qui a permis de réduire la dégradation et les pertes de mangues.
- d. **Colombie:** *Projets réalisés conjointement avec le Programme alimentaire mondial (PAM).* Cinq coopératives de petits producteurs agricoles de trois départements colombiens ont participé à des processus destinés à améliorer la qualité de leurs produits, ce qui a permis de renforcer leurs capacités d'accès aux marchés locaux.

⁸ Argentine: Institut national de technologie agricole (INTA) et Fondation ArgenINTA; Pérou: Ministère de l'agriculture et de l'irrigation (MINAGRI) et Institut des technologies de production; Chili: Institut de développement de l'agriculture (INDAP).

2.3 Stabilité des aliments

- a. **El Salvador:** *Collecte d'eau.* Le Conseil national de durabilité environnementale et de vulnérabilité (CONASAV) a bénéficié d'une coopération horizontale pour collecter et récupérer de l'eau au moyen de réservoirs et de toits, comme cela est fait dans la région de Chaco au Paraguay. De plus, l'utilisation de la technologie de fertirrigation a été favorisée parmi les producteurs d'El Salvador, ce qui a permis de réduire la consommation d'eau.
- b. **Venezuela:** *Stratégies de gestion de l'eau.* La mairie de la municipalité de Jiménez, le Ministère du pouvoir populaire pour l'écosocialisme et les eaux et l'IICA ont conçu de manière participative une stratégie de gestion intégrée des ressources hydriques, qui a été mise à la disposition de 300 horticulteurs de la communauté d'Agua Negra. L'Institut a aussi contribué à renforcer les capacités de 320 acteurs des états de Lara, Mérida et Trujillo en matière de conservation et de collecte d'eau, d'utilisation des systèmes d'irrigation et de gestion des embouchures.
- c. **Antigua-et-Barbuda:** *Utilisation durable des sols.* Les autorités des secteurs public et privé responsables de la gestion des sols ont amélioré leurs capacités techniques pour l'adaptation de l'agriculture au changement climatique.
- d. **Saint-Kitts-et-Nevis:** *Augmentation de l'utilisation des produits à valeur ajoutée et de la rentabilité dans la chaîne de la mangue.* Divers produits à valeur ajoutée, notamment le jus de mangue, la mangue séchée et confite, ont permis d'augmenter de 15% les revenus des agriculteurs et des transformateurs. Une aide a également été apportée pour l'organisation d'activités, notamment des fêtes de la mangue et des journées dédiées à la consommation locale, qui ont permis d'augmenter les revenus. Par ailleurs, 45 personnes ont été formées aux technologies de transformation des aliments, ce qui a permis d'améliorer la durabilité des entreprises. Les agriculteurs et les transformateurs du secteur de la mangue ont investi dans des équipements de petite échelle et du matériel permettant de stocker de plus grandes quantités de pulpe, qui peuvent ainsi être conservées jusqu'à la saison touristique.
- e. **Colombie:** *Projets menés conjointement avec le PAM.* Deux communautés du peuple autochtone wayuu, dans la province de la Guajira, bénéficient d'un plan local d'adaptation au changement climatique.
- f. **République dominicaine:** *Cultiver avec moins: fondations du Système intensif de la culture du riz (SICA).* Quatre parcelles de démonstration ont été cultivées et les données de deux cycles comparatifs ont été recueillies. En outre, 50 techniciens ont été formés et 110 producteurs ont été sensibilisés à l'utilisation de la technologie, dans le but de diffuser ses principes et de promouvoir son application. Le but du SICA est une meilleure utilisation de l'eau, du sol et d'autres intrants, afin de diminuer la sensibilité du système de culture de riz au changement climatique, d'améliorer son adaptation à celui-ci et d'accroître la rentabilité des agriculteurs.

2.4 Utilisation biologique des aliments

- a. **Bolivie:** *Surveillance épidémiologique de la fièvre aphteuse.* En collaboration avec le Service de l'agriculture et de l'élevage (SAG) du Chili, les capacités d'une spécialiste du Laboratoire de recherche et de diagnostic vétérinaires de Cochabamba (LIDIVECO) ont été renforcées pour le diagnostic des maladies reconnues comme prioritaires par le Service national des affaires vétérinaires et phytosanitaires et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (SENASAG). De plus, une collaboration a permis de renforcer le système de surveillance zoonositaire du pays, grâce auquel la Bolivie a pu constater l'absence de fièvre aphteuse et ajuster les procédures pour le diagnostic d'autres maladies à déclaration obligatoire, comme l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), dont la Bolivie est exempte.
- b. **Haïti et République dominicaine:** *Meilleures capacités dans l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.* Les capacités du personnel technique des départements de

la préservation des végétaux des deux pays ont été renforcées pour la certification des produits et sous-produits de l'agriculture destinés à l'exportation, ainsi que pour l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires recommandées par les organismes de référence internationaux. Cela a été possible grâce à la formation de 129 fonctionnaires d'Haïti et de 177 fonctionnaires de la République dominicaine en 2016. Cette action s'inscrivait dans un projet financé par le Programme "L'alimentation au service du progrès" du Service des relations agricoles avec l'étranger (FAS) du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA).

- c. **Venezuela:** *Renforcement des capacités des producteurs de lait en ce qui concerne les bonnes pratiques pour la qualité et la sécurité sanitaire du lait.* Avec l'appui de l'entreprise Nestlé et de représentants du milieu universitaire, dans les états de Táchira et Zulia, les capacités de 59 producteurs de lait et de 7 techniciens du secteur public ont été renforcées en ce qui concerne l'amélioration de la qualité du lait, la nutrition, le bien-être des animaux, la durabilité et l'eau, la reproduction, l'amélioration génétique et la gestion des plantations, entre autres.
- d. **Uruguay:** *Renforcement des connaissances pour réduire la présence de l'insecticide Etión dans les viandes exportées aux États-Unis.* Les connaissances de près de 250 producteurs et vétérinaires ont été renforcées en ce qui concerne les stratégies de contrôle et d'éradication de la tique. De plus, 63 discussions ont été organisées dans des localités de l'ensemble du pays (1 887 participants) et une campagne de diffusion d'informations a été lancée via divers médias, pour contribuer à réduire la présence de l'Etión dans les découpes de viande exportées aux États-Unis.

2.2. Pour plus de renseignements sur les activités de l'IICA dans ce domaine:

Veillez contacter:

James French
Spécialiste principal
Projet sur les filières agricoles pour la durabilité et le développement économique
Courrier électronique: james.french@iica.int
Tél.: +(506) 2216 0218

Adriana Campos Azofeifa
Spécialiste du commerce
Courrier électronique: adriana.campos@iica.int
Tél.: +(506) 2216 0170

Consultez le site Web officiel: <http://www.iica.int>
